

**AP N° 2026-MD-27-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
à l'encontre de la société GALVONAPLAST Reims de respecter des prescriptions concernant  
l'exploitation de ses installations  
situées au 20 rue Joseph Cugnot  
Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille  
à Tinquieux (51430)**

**Le Préfet de la Marne**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;  
**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;  
**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-A-74-IC du 22 juin 2007 autorisant la société JEAN ET CHAUMONT & Associés à Tinquieux à exploiter une unité de traitement de surface ;  
**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014 APC 5 IC du 20 janvier 2014 portant autorisation à la société JEAN ET CHAUMONT & Associés de poursuivre l'exploitation de son atelier de traitement de surface à Tinquieux et Ormes ;  
**VU** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 19 décembre 2025 et faisant suite à sa visite du 25 novembre 2025 des installations de la société GALVANOPLAST Reims ;  
**VU** le projet d'arrêté porté le 5 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;  
**VU** l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié dispose à son article 10 que « [...] L'installation est notamment dotée :

a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...]

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). À tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une

procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. [...] » ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 25 novembre 2025, il a été constaté que :

- le système de sécurité incendie est vétuste et que certaines zones du site ne sont plus couvertes par la détection incendie ;
- l'alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt des systèmes d'aspiration des vapeurs ;
- les installations sont mises à l'arrêt durant le week-end et que l'exploitant réalise des rondes durant le week-end ;
- l'alarme incendie n'est pas transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant ;

**Considérant** que l'exploitant est en cours de réhabilitation de son système de sécurité incendie et qu'il a transmis un devis daté du 29 octobre 2025 concernant la réhabilitation de son système de sécurité incendie ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour la sécurité des tiers et de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GALVANOPLAST Reims de respecter les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Respect des prescriptions du présent arrêté**

La société GALVANOPLAST Reims, exploitant une installation de traitement de surface sise 20 rue Joseph Cugnot – Zone industrielle du Moulin de l'Ecaille sur la commune de Tinqueux (51430), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants selon les délais considérés.

### **Article 2 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié :

- sous 3 mois, l'exploitant transmet le bon de commande signé des travaux de réhabilitation de son système de sécurité incendie et l'échéancier des travaux prévus ;
- sous 12 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de mise en conformité de son système de sécurité incendie.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est - Unité Départementale de la Marne - [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)), les justificatifs de mise en conformité.



### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 6 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne ainsi qu'à Monsieur le maire de Tinquex qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite sous pli recommandé, à la société GALVANOPLAST Reims située 20 rue Joseph Cugnot - Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille à Tinquex (51430).

Châlons-en-Champagne, le **28 JAN. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

